

Le virage à gauche

Jamais dans l'histoire de l'Amérique latine, il n'y a eu autant de partis de gauche avec autant de pouvoir dans autant d'endroits. En dépit de la grande diversité des situations, cette tendance trouve son origine dans l'échec social des politiques néolibérales et la démocratisation restreinte. Après les dictatures, de nouvelles forces sociales sont apparues qui articulent d'anciennes et de nouvelles formes de lutte. Les mouvements indigènes constituent un bon exemple de cette évolution et ils posent aux acteurs classiques la question de savoir quelle est la meilleure manière de produire du changement social. Les premiers bilans des expériences gouvernementales s'avèrent mitigés et l'hégémonie nord-américaine reste déterminante.

Bernard Duterme

Bernard Duterme est sociologue, directeur du Centre tricontinental (Cetri, Louvain-la-Neuve), coordinateur de l'ouvrage *Mouvements et pouvoirs de gauche en Amérique latine* (Syllepse, Paris, 2005 ; Editorial popular, Madrid, 2005 ; Editorial Laboratorio educativo, Caracas, 2006), d'où est extrait cet article, qui a été actualisé.

Si l'émergence et la montée en puissance d'anciens et de nouveaux acteurs sociopolitiques de gauche, dont l'Amérique latine est le témoin depuis une petite dizaine d'années, revêtent des formes multiples, elles renvoient aussi à des tendances de fond qui traversent l'ensemble du continent. Le propos de cet article réside tant dans l'élucidation des diverses manifestations du « protagonisme » de gauche actuel que dans la mise au jour des lignes de force du phénomène. L'irruption de mouvements populaires massifs, les tentatives d'articulation continentale ou mondiale, l'apparition ou le renforcement

de partis ou de coalitions progressistes, les succès électoraux remportés par des candidats de gauche et les expériences gouvernementales locales ou nationales posent en effet de multiples questions.

Les premières portent sur le contexte de cette poussée de la gauche latino-américaine : l'échec patent de vingt ans de néolibéralisme et les limites avérées d'une « démocratisation tout au plus électorale » du continent. Quelles sont les conditions — politiques, culturelles et socioéconomiques — du surgissement et de cette présence renouvelée de forces contestataires ? La « révolution boliva-

rienne » du Venezuela, les municipalités « rebelles zapatistes » du Chiapas et les mouvements de sans-emploi argentins procèdent-ils des mêmes causes ? À quelles logiques explicatives renvoient l'avènement au pouvoir national du Parti des travailleurs brésilien et du *Frente Amplio* uruguayen, la dynamique des mouvements paysans indigènes de Bolivie et d'Équateur, ou encore le poids électoral des anciennes gauches révolutionnaires nicaraguayenne et salvadorienne ?

D'autres questions portent sur la caractérisation de ces gauches sociales et politiques. Qu'y a-t-il de neuf dans ces « nouveaux mouvements sociaux », dans leurs revendications, les valeurs affichées, les formes d'organisation, les répertoires d'action, les identités mobilisées ? En quoi s'inscrivent-ils dans la filiation historique des mouvements, ouvriers ou paysans, plus classiques ? Le rapport au politique de ces acteurs mérite également d'être interrogé, tout comme, de l'autre côté, l'ancrage social d'expressions partisans engagées dans les luttes électorales et, plus globalement, le potentiel transformateur ou émancipateur de ces forces de gauche.

À en croire les historiens locaux, jamais dans l'histoire de l'Amérique latine, il n'y a eu autant de partis de gauche avec autant de pouvoir dans autant d'endroits. Quels premiers bilans peuvent dès lors être réalisés des différentes expériences gouvernementales récentes ou en cours ? Et à l'aune de quels critères doivent-elles être évaluées ? À ce jour, aucun pays, aucun gouvernement n'a réussi à rompre

avec l'hégémonie des politiques néolibérales (Sader, 2004), mais les avancées ou les renoncements des uns et des autres, leurs réelles capacités d'action interne et externe, leur volonté politique, leur popularité, l'orientation de leurs décisions et leurs perspectives de reconduction au pouvoir varient significativement et dans des sens divers...

CONTEXTE DU VIRAGE À GAUCHE

Le bilan social de deux décennies de libéralisation politique et économique de l'Amérique latine touche au désastre, dans des proportions et selon des modalités certes différentes d'un pays à l'autre. Que l'avènement de la « démocratie » ait précédé de quelques années l'adoption de politiques économiques d'inspiration néolibérale, comme au Brésil et en Argentine, ou que l'application des recettes du « consensus de Washington » — libéralisation, privatisation, dérégulation — ait été lancée bien avant la sortie des régimes dictatoriaux, comme au Chili, le double processus concomitant, qui a longtemps concouru à maintenir à distance la gauche en tant qu'alternative de pouvoir, est aujourd'hui sévèrement critiqué pour ses résultats et questionné dans sa logique. L'hégémonie culturelle de la formule semble avoir fait son temps.

Les limites substantielles des jeunes démocraties latino-américaines viennent ainsi d'être épinglées, une nouvelle fois, par un important travail du Programme des Nations unies pour le développement, largement discuté en Amérique latine en 2004 et présenté à l'Union européenne en février 2005. Selon ce rapport, bien

que l'essentiel du sous-continent répond désormais aux requis minimaux en matière de système électoral, la « consolidation de la démocratie y est gravement menacée par les faibles niveaux de participation aux élections, par la marginalisation systématique des voix alternatives du fait de l'establishment politique et par la perte manifeste de confiance de la population dans les partis politiques traditionnels » (Pnud, 2004).

Si le propos reste forcément empreint d'un style onusien davantage focalisé sur le « développement de la citoyenneté » que sur un questionnement fondamental du système, les données rassemblées mettent aussi en lumière « les tensions à l'œuvre entre la consolidation des droits politiques et sociaux et les niveaux de pauvreté et d'inégalité sans précédent atteints dans la région. En limitant la participation politique, en empêchant l'intégration sociale et en érodant la cohésion sociale, la pauvreté et l'inégalité constituent les plus graves défis auxquels doit faire face la construction de la démocratie en Amérique latine ». En cause donc, à la fois la légitimité des systèmes démocratiques dans l'opinion publique latino-américaine et l'extrême polarisation sociale : plus de la moitié des Latino-Américains seraient ainsi disposés à renoncer à la démocratie, à accepter un gouvernement autoritaire, s'il s'avérait capable de résoudre leurs problèmes socioéconomiques (Pnud, 2004).

Les travaux du Pnud se concluent dès lors sur une pressante invitation à grossir les racines de la démocratie en élargissant le

concept de citoyenneté politique à ses dimensions économique, sociale et civile... sans véritable mise en cause du modèle économique dominant. Or, le ras-le-bol populaire latino-américain vise aussi le néolibéralisme et ses effets les plus visibles. En vingt ans de démocratie libérale, un seul pays, le Mexique, a un tant soit peu amélioré la répartition du revenu, dans un sous-continent où la concentration des richesses et du pouvoir au sein d'une minorité est la plus haute de toute la planète. Le coefficient Gini qui mesure le degré d'inégalité est passé de 0,55 à 0,57 (pour 0,29 en Europe et 0,34 aux États-Unis). Et si, en 1980, les revenus des 10 % les plus riches de la population étaient 24 fois supérieurs à ceux des 10 % les plus pauvres, ils sont aujourd'hui 31 fois plus importants. En 2003, 225 millions de Latino-Américains vivaient sous le seuil de pauvreté, dont 100 millions étaient considérés comme indigents. Et 60 % des enfants de la région sont aujourd'hui catégorisés par l'Unicef comme pauvres.

Si l'appellation « décennie perdue » attribuée aux années quatre-vingt (retour à des régimes civils sur fond de crise économique sévère) ne prête plus à débat, le titre de « décennie piégée » ou « gâchée » pourrait être décerné aux années nonante. Les réformes fortement encouragées par le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement, comme les ajustements structurels auxquels ont été soumis les États nationaux, ont certes permis de juguler les hyperinflation et d'assurer, dans un premier

temps, un modeste retour à la croissance et une certaine stabilité macroéconomique, mais elles ont surtout abouti à un énorme gâchis. Dépendances financière et technologique accrues, volatilité de la croissance, augmentation des inégalités et de la vulnérabilité d'importants secteurs sociaux, stagnation ou nouvelles hausses de la pauvreté... Entre 1998 et 2003, le PIB par habitant de la région a diminué de 0,1 % en données corrigées de l'inflation. Les élèves zélés des institutions financières internationales paient les frais de leur orthodoxie. La dette externe atteint des sommets inégalés et la logique financière dominante, induite par le développement d'« économies casinos » largement ouvertes sur l'extérieur, ajoute la fragilité à l'instabilité du continent (Duterme, 2003).

En quête d'équilibres budgétaires et de crédibilité auprès des bailleurs de fonds, les États ont désinvesti leurs missions fondamentales, et en particulier l'éducation et la santé, alors que 75 % des habitants du sous-continent obtiendraient des revenus insuffisants pour échapper durablement à la précarité. Dans des petits pays comme le Nicaragua ou Haïti, sans consistance politico-économique réelle face aux investisseurs transnationaux qui y ont les mains libres, les situations dépassent l'entendement : incurie, népotisme, corruption des élites, large écart social et sanitaire d'importants secteurs de la population urbaine et rurale, insécurité croissante, expansion et aggravation de la malnutrition, saccage de l'environnement...

Si les frustrations nées de la démocratisation strictement formelle du sous-continent, la perte de légitimité des formats traditionnels de représentation politique et l'essoufflement des recettes néolibérales n'épuisent pas l'explicitation des chaînes de causalités qui vont mener d'importants secteurs de la population latino-américaine à se mobiliser dans les rues ou dans les urnes pour le changement, l'ensemble indique tout de même un contexte commun à pratiquement tous les pays d'Amérique latine, et favorable à l'émergence de manifestations d'insatisfaction. Il ne dit en revanche pas grand-chose sur les formes et les options que vont prendre les acteurs de la contestation : du populisme au culturalisme, du pacifisme au militarisme, du repli à la contagion, le poids de la dette sociale du néolibéralisme ouvre la porte à des réactions d'obédience diverses.

LES NOUVEAUX ACTEURS DE LA CONTESTATION

Trois décennies de récession, de répression institutionnelle, puis d'offensive idéologique néolibérale ont profondément altéré les mouvements sociaux classiques d'Amérique latine. Avant les dictatures, ces mouvements — paysans, ouvriers et étudiants — se positionnaient en regard du projet « national populaire » et « développementaliste », attelé à la constitution d'un État social à l'intérieur d'une forme de capitalisme indépendant à l'égard des pays du Nord (Dos Santos, 2004). Ces quinze dernières années, au sortir des régimes militaires, de nouvelles forces sociales contestataires ont

émérgé — mouvements d'habitants de quartiers pauvres, mouvements de femmes, mouvements des sans-terre, des sans-emploi, mouvements indigènes... — qui imposent de nouveaux thèmes à l'agenda des luttes sociales, articulés à une critique renouvelée du capitalisme. À la faveur paradoxale des nouvelles formes d'exclusion, mais aussi de l'ouverture relative d'espaces politiques produite par la libéralisation du sous-continent et l'évolution des structures socioéconomiques, ces nouveaux acteurs se sont affirmés socialement et culturellement en marge des représentations et médiations traditionnelles (Ouviaña, 2004).

Parmi eux, sans doute les plus en vue en Bolivie, en Équateur, au Guatemala, au Mexique et ailleurs, les mouvements indigènes. Alors que l'actuelle globalisation se révèle sous bien des aspects désastreuse pour ces peuples marginalisés, elle crée aussi les conditions de leur émergence en tant qu'acteurs sociaux identitaires. L'accélération de la mondialisation porte en elle-même les germes de réaffirmations culturelles, locales ou régionales. On le sait, la force désagrégatrice de la logique économique libérale entame les solidarités nationales et induit une fragmentation des principaux acteurs sociaux et des identités collectives. En Amérique latine comme ailleurs, la tendance s'est accompagnée d'une prolifération de mouvements identitaires à caractère religieux, national ou ethnique.

Certes fragiles et pas à l'abri de dérives ou de dissidences intégristes, racistes ou réactionnaires rencontrées ailleurs, la

plupart des mouvements indigènes apparus dans la région sont parvenus à articuler une double dimension culturelle et sociale dans leur lutte éminemment politique. Ils y combinent appartenance ethnique, protestation éthique et actions sociales et politiques. Leurs revendications portent tant sur la reconnaissance des droits humains des indigènes, que sur la démocratisation en profondeur des États et la critique du modèle de développement néolibéral. Suffisamment identitaires pour ne pas se diluer, suffisamment ouverts pour ne pas se replier, ces rébellions et soulèvements populaires multiplient les ancrages — local, national et international — sans les opposer. Ils manifestent, de la part des populations indigènes qui les animent, une volonté d'émancipation, d'appropriation et de maîtrise de la modernité. Une volonté de focaliser le débat tant sur la démocratisation du système politique et sur l'État dans sa relation avec les acteurs sociaux, que sur la remise en question du système économique dominant.

En cela, ces mouvements émergents semblent avoir tiré les leçons des antagonismes d'hier entre syndicats paysans et organisations indigènes. Lorsque les premiers, au profil « classiste », donnaient priorité dans leurs analyses et leurs revendications aux rapports sociaux et à la position sociale de leur base, les secondes, plus culturalistes, tendaient à privilégier des options identitaires de récupération des traditions, voire de restauration d'ordres anciens, fussent-ils injustes sur le plan social. Les rivalités entre leaders des deux tendances n'étaient pas pour

rien dans ces divisions du mouvement populaire, paysan et indigène, et finissaient par radicaliser et polariser les positions respectives.

Aujourd'hui, si la justice sociale reste l'étoile à atteindre, sa quête repose désormais sur la responsabilisation du pouvoir, la reconnaissance des diversités et la revalorisation de la démocratie. Le néozapatisme des indigènes du Chiapas déclare ainsi fonder sa légitimité sur ses tentatives de dépassement de l'autoritarisme, de l'avant-gardisme, du dogmatisme et du militarisme. Identitaires, les insurgés indiens sont aussi révolutionnaires et démocrates et appellent à la convergence des résistances sociales, culturelles et politiques en butte à l'omnipotence d'un marché facteur d'inégalités et destructeur d'identités particulières. Le défi posé par ces luttes indigènes — des Mapuches du Chili et d'Argentine aux Mayas d'Amérique centrale, en passant par les Aymaras et les Quechuas des Andes, les Kunas de Panamá, etc. — est la réconciliation des principes de diversité (et d'interdépendance des espaces politiques et culturels) et d'égalité (renouveau de la perspective égalitaire). Ces mouvements revendiquent une autonomie sans séparation, une intégration sans assimilation. À la déferlante uniformisatrice de la mondialisation et à l'indigénisme intégrationniste des autorités nationales, les organisations indiennes répondent par un indianisme respectueux des identités. « Être reconnus égaux et différents », « égaux parce que différents » selon les propres termes de la leadeure zapatiste Ana Maria.

Plus globalement, au-delà des luttes indigènes, les « nouveaux mouvements sociaux », les « nouvelles radicalités politiques latino-américaines » pour reprendre l'expression d'Hernán Ouviaña, de par leur composition sociale (plus hétérogène qu'auparavant et plus populaire que celle de leurs alter ego européens), leurs formes d'organisation (démocratie directe, horizontalité...), leurs discours (autonomie, dignité, environnement, diversité...), leurs répertoires d'action (expressifs, symboliques, médiatiques...), leurs pratiques alternatives (expérimentation, espaces autogérés de production collective...), ces mouvements donc posent d'importants défis aux acteurs traditionnels de la gauche politique. Sans s'y réduire, ils assument toutefois leurs filiations passées. Leur originalité n'est dès lors ni à essentialiser ni à idéaliser, elle est à relativiser ou plutôt, peut-être, à situer dans l'articulation de nouvelles formes à d'anciennes, tant les conduites verticalistes et hiérarchiques, les modes d'expression classiques, les aspirations égalitaires à la redistribution des richesses, les revendications strictement socio-économiques, l'attrait pour le pouvoir de l'État et les identités de classe demeurent prégnants dans ces mouvements.

Bien sûr, ces mobilisations et cette prétention à conjuguer l'ancien et le nouveau, une inscription dans les luttes locales, nationales et internationales, des revendications particulières (contre un barrage ou la privatisation d'un service public, pour une terre ou un emploi, pour des droits culturels...) et un nouvel internationalisme altermondialiste

ne naissent pas de nulle part. Ils puisent tant dans les dynamiques singulières, provoquées notamment par la modernisation, des communautés urbaines ou rurales dont elles sont issues (conflits générationnels, émergence de jeunes élites novatrices, rupture d'unanimités traditionnels...) que dans les multiples influences culturelles et politiques dont les acteurs de ces mobilisations ont été l'objet ces dernières décennies : que ce soit sur le plan religieux, de courants inspirés par les théologies de la libération, ou sur un plan plus sociopolitique, d'organisations paysannes, syndicales et de mouvements révolutionnaires d'hier.

Sans s'appesantir ici sur les réponses et les stratégies mises en œuvre face à ces mouvements par les États ou les pouvoirs en cause — qui classiquement vont de la répression à la cooptation, en passant par des manœuvres plus ou moins larvées de pourrissement des situations, de fragmentation des acteurs, d'institutionnalisation des revendications... —, deux problématiques d'importance méritent encore d'être évoquées : le rapport au politique de ces mouvements — sans-terre brésiliens, *piqueteros* sans emploi argentins, indigènes mexicains ou boliviens... — et leur potentiel transformateur. Un écho aux lourds débats que ces thématiques suscitent en Amérique latine aide à relativiser ou à mieux situer la portée de ces forces sociales. Des débats qui mettent en tension deux traditions déjà anciennes de l'action politique et des voies du changement social.

La première, d'inspiration anarchosyndicale et libertaire, qui, dans ses formes les plus extrêmes, rejette toute idée de délégation du pouvoir et de représentation institutionnelle, privilégie le développement et la généralisation de pratiques autogestionnaires, de contrepouvoirs civils, « par le bas », au nom d'une certaine fétichisation idéaliste de la « pureté du social ». John Holloway et son ouvrage *Change the world without taking power* qui s'inscrit dans le filon libertaire remis à jour par Michael Hardt et Antonio Negri dans *Empire*, trouvent ainsi dans la praxis des zapatistes du Chiapas ou dans certaines composantes du mouvement des *piqueteros* en Argentine, les éléments d'une théorie révolutionnaire sans prise du pouvoir, formulée au prix d'une mise à distance assumée de l'histoire et du réel... La seconde tradition d'inspiration sociale-démocrate, jacobine ou marxiste-léniniste, plus centralisatrice et qui tend à reproduire un rapport hiérarchique entre partis politiques (haut) et mouvements sociaux (bas), est nettement moins frieuse à l'idée d'expressions partisans des luttes, de traduction politique des revendications du mouvement. Elle en fait même la condition de l'efficacité politique des mobilisations sociales. À noter que, des deux côtés, le propos peut être plus ou moins radical (antisystème), plus ou moins conciliant (réformateur).

Dans la réalité, les forces contestataires actuelles tendent à combiner les accents les plus complémentaires de ces deux traditions (primat du social *versus* primat du politique), avec des fortunes diverses et selon des modalités particulières très dé-

pendantes des configurations sociopolitiques nationales (Rauber, 2004). Elles doivent composer avec des contextes sociaux variés dans lesquels les « secteurs populaires organisés », quelle que soit leur vigueur, restent souvent minoritaires au sein de leur propre secteur social et où les mobilisations populaires les plus fortes ne sont pas forcément « de gauche » ou contestataires (Stefanoni, 2004; Saint-Upéry, 2004). Sur la scène politique, lorsqu'elles n'y portent pas leurs propres candidats ou partis¹, plus ou moins rompus au jeu des coalitions pré- ou postélectorales², les luttes et organisations contestataires peuvent aussi opter pour un parti ou un candidat extérieur à elles-mêmes³, ou encore tenter d'imposer aux autorités leur propre agenda, tout en refusant de se compromettre dans le jeu politique⁴.

Dans tous les cas de figure, quelle que soit la stratégie choisie ou obligée par les circonstances, la question éminemment politique du meilleur moyen de produire du changement social est au centre des considérations. Les résultats obtenus — aboutissement des revendications, récupération, neutralisation... — et les effets sur la dynamique des mouvements — perte ou renforcement de l'autonomie, rivalités et différenciation sociale internes, épuisement... — sont eux aussi pluriels.

PREMIERS BILANS

Les victoires électorales de la gauche politique et l'avènement de gouvernements progressistes à la tête de municipalités, de régions, voire même d'États nationaux (comme au Venezuela, au Brésil,

en Uruguay, en Bolivie...) sont-ils synonymes de réelles possibilités de changement? Les premiers bilans sont plutôt mitigés. Si l'on interprète simplement les mandats populaires dont sont investis les nouveaux dirigeants, comme l'expression d'abord d'une volonté de sortir des situations de pauvreté, d'une dénonciation des inégalités et d'un désaveu des mandataires sortants, perçus comme « inefficaces », voire « profiteurs » ou « corrompus », les capacités dont ont fait preuve en la matière les nouvelles administrations varient d'un pays à l'autre et selon les niveaux de pouvoir. En cause, tantôt les marges de manœuvre réellement existantes (gouvernement de coalition ou non, loyauté de l'opposition, dépendances externes du pays...), tantôt la volonté politique, la clarté des orientations, l'ancrage social et organique, l'assise populaire...

Selon la sociologue mexicaine Beatriz Stolowicz qui a étudié en profondeur les expériences récentes de pouvoir de la gauche au niveau local, si cette dernière y a sans conteste renouvelé les pratiques en matière de citoyenneté politique (transparence, mécanismes de participation à l'orientation des décisions, contrôle de la gestion...), elle est rarement parvenue à remettre en cause, à partir de ces espaces locaux, les impératifs de « gouvernabilité démocratique » qui servent d'arguments aux élites pour justifier le statu quo. La survalorisation de l'espace local qui prévaut d'ailleurs depuis le début des années nonante, dans les secteurs dominants comme dans une partie de la gauche, est lourde d'ambiguïtés, dans la mesure où

¹ Comme le Mouvement vers le socialisme (MAS) d'Evo Morales en Bolivie, expression politique créée par le mouvement des *cocaleros*.

² Le Parti des travailleurs brésilien, par exemple, soutenu notamment par le Mouvement des sans-terre et d'autres mouvements sociaux, doit aussi son entrée au gouvernement national à des alliances politiques diverses.

³ Comme le mouvement indigène équatorien Pachakutik qui, incapable de se mettre d'accord sur son propre candidat à la présidence du pays, choisit en 2002 de soutenir le colonel Gutiérrez...

⁴ Comme les zapatistes mexicains ou certains mouvements urbains argentins.

si elle peut correspondre à une logique réellement démocratique de décentralisation des affaires publiques, elle se révèle aussi particulièrement fonctionnelle ou en phase avec le modèle néolibéral dominant et l'affaiblissement des États nationaux (Stolowicz, 2001).

Quid des expériences gouvernementales de gauche au niveau national? Bien des regards se tournent vers le Brésil depuis l'avènement à la présidence de ce gigantesque pays, en janvier 2003, de l'ancien syndicaliste Luis Inacio « Lula » da Silva, candidat du Parti des travailleurs (PT). Car, comme se le demande ingénument Atilio Boron, « si le Brésil n'y parvient pas [à renverser la logique dominante], quel pays y parviendra? » (Boron, 2004). « Lula a-t-il contribué à accélérer la transition du "Brésil-colonie" d'hier au "Brésil-nation" de demain? », s'interroge à son tour Plinio Arruda Sampaio, fondateur du PT. Son évaluation des mesures prises en matière de réduction de l'inégalité sociale, des politiques menées à l'égard des influences économiques et politiques extérieures et, enfin, des rapports avec les mouvements populaires dont est issu l'actuel président brésilien, débouche sur un bilan largement décevant en regard des idéaux originels du PT. La popularité de Lula toujours importante (malgré les faits de corruption mis au jour) est-elle dès lors conjoncturelle ou indique-t-elle qu'un nouveau type de « populisme », basé sur son charisme personnel, tend à se substituer à ses bases d'appui organique? Reste que le caractère essentiellement assistanciel de sa lutte contre la pauvreté et la conti-

nuation du processus d'ajustement structurel de l'économie nationale aux canons du modèle néolibéral ne permettent pas aux organisations populaires brésiliennes d'apprécier la relative indépendance politique à l'égard du Nord conquise par Lula à l'échelle latino-américaine et internationale (Arruda Sampaio, 2005).

L'alternative en marche est-elle alors au Venezuela? L'analyse des discours et des orientations dominantes des politiques publiques de l'administration d'Hugo Chávez depuis 1999 révèle un processus évolutif, non exempt d'improvisations, voire de contradictions, estime Edgardo Lander de l'Université centrale à Caracas. La non-congruence initiale entre rhétorique du changement, orientations démocratiques de la nouvelle Constitution, continuité d'une politique économique néolibérale et positionnements nationalistes conservateurs, symptomatique du manque de projet global prédéfini, va connaître un premier moment important d'inflexion en 2001, avec la promulgation présidentielle de lois visant tant la démocratisation de la propriété et de la production que la réaffirmation du contrôle de l'État, notamment sur le pétrole. S'ensuivront d'un côté les tentatives de renversement du gouvernement bolivarien par la droite et de l'autre, un appui populaire renforcé au leadership personnel accru du président Chávez et à ses politiques sociales visant l'équité, l'intégration et la participation. De multiples défis subsistent: réactivation et diversification économiques, décentralisation du pouvoir, médiations sociales et politiques... (Lander, 2004).

Dans un petit pays comme l'Équateur, l'accession à la tête de l'État de Lucio Gutiérrez en 2002, grâce à l'appui de Pachakutik, le « bras politique » de la Confédération des nationalités indigènes d'Équateur (Conaie), ne fera pas illusion longtemps. « La métamorphose de l'ancien colonel Gutiérrez — qui changea à la fois d'habillement, d'alliés et d'idées — vers une politique néolibérale et d'alignement sur les États-Unis, mina les bases de l'alliance avec la Conaie » (Barrera Guarderas, 2004). Depuis aout 2003, la rupture entre le gouvernement et le principal mouvement indigène du pays est consommée. La tension et l'instabilité sociopolitique vont aller en s'accroissant, pour aboutir à la destitution de Gutiérrez en avril 2005. En 2006, la mobilisation sociale contre les politiques du gouvernement Palacios a à nouveau atteint des proportions critiques. En cause, la signature d'un traité de libre-échange avec les États-Unis et au-delà, la question de la souveraineté nationale sur les richesses pétrolières et minières du pays.

En Uruguay, la coalition progressiste du *Frente Amplio* arrivée au pouvoir en 2005 suscite elle aussi des commentaires contrastés au sein des gauches latino-américaines. Applaudi pour l'augmentation des salaires et du budget de l'éducation, le gouvernement Tabaré Vasquez, coincé entre les géants argentin et brésilien, l'est aussi par les normes du FMI et, malgré son appartenance au Mercosur, tend à pencher pour l'établissement d'un traité de libre-échange avec les États-Unis... Un peu plus au nord, l'avènement à la présidence de la Bolivie

de l'indigène Evo Morales du *Movimiento al socialismo* en janvier 2006 est certes trop récent pour être évalué, mais il est lourd de significations et de potentialités. Porté par de fortes mobilisations populaires en attente de résultats immédiats en matière de nationalisation des hydrocarbures, de réforme agraire et de « décolonisation » de l'État, le leader aymara doit aussi composer avec l'élite locale, la réalité des investisseurs étrangers et les velléités autonomistes des riches provinces de l'Est du pays.

Reste que les capacités de chacun de ces pays endettés à transformer les rapports sociaux internes dépendront beaucoup des rapports de force régionaux et continentaux, en particulier de la capacité des grands voisins — le Brésil et l'Argentine — à changer de cap. En la matière, les efforts consentis dans l'intégration économique et politique du Cône Sud (Mercosur) et au-delà, dans la Communauté sud-américaine des nations que les douze pays d'Amérique du Sud se sont engagés, en décembre 2004, à créer, seront déterminants. Le projet de zone de libre-échange des Amériques (Alca), lancé dans les années nonante par le président états-unien Bill Clinton a visiblement du plomb dans l'aile. Perçu par les actuels pouvoirs de gauche latino-américains comme un projet d'intégration subordonnée du continent aux intérêts nord-américains, et suspendu par le refus des États-Unis eux-mêmes à réduire leur protectionnisme commercial, il est aujourd'hui (temporairement ?) remplacé par la signature de traités de libre-échange « plus ciblés » entre l'administration Bush et l'Amé-

rique centrale (Cafta) d'une part, et les pays andins (Équateur, Colombie, Pérou) d'autre part.

À terme, la viabilité et l'orientation des contrepoids régionaux à l'hégémonie états-unienne dans le continent dépendront beaucoup de la détermination des futures administrations des trois pays

moteurs (Argentine, Brésil, Venezuela). Les résultats en 2006 des élections présidentielles péruviennes, colombiennes et mexicaines, s'ils ont confirmé l'irruption ou le renforcement de divers nationalismes de gauche, n'en ont pas moins laissé au pouvoir des chefs d'État de droite. ■

Bibliographie

- Alternatives Sud* (1999), « Démocratie et marché », vol. VI, n° 3, Louvain-la-Neuve, Paris, Cetri-L'Harmattan.
- Alternatives Sud* (2000), « L'avenir des peuples autochtones », vol. VII, n° 2, Louvain-la-Neuve, Paris, Cetri-L'Harmattan.
- Alternatives Sud* (2003), « Les dessous de l'Alca », vol. X, n° 1, Louvain-la-Neuve, Paris, Cetri-L'Harmattan.
- Arruda Sampaio Plinio (2005), « O que mudou com o Lula? », *Brasil de Fato*, n° 97, 5 janvier.
- Barrera Guarderas Augusto (2004), « El movimiento indígena, entre lo social y lo político », *Barataria*, n° 1, octobre-décembre.
- Boron A. Atilio (2004), « La izquierda en el siglo XXI: reflexiones, tareas, desafíos », *Envío*, juillet.
- Collectif (2004), *Dépendances et démocratie en Amérique andine*, Bruxelles, Colophon.
- Delcourt Laurent et Polet François (2004), « Les mouvements sociaux: nouvelles occasions d'expression – Les reports des satisfactions », dans Rolland Denis et Chassin Joëlle (coord.), *Pour comprendre le Brésil de Lula*, Paris, L'Harmattan.
- Dos Santos Theotonio (2004), « De la resistencia a la ofensiva: el programa alternativo de los movimientos sociales », *Revista del Observatorio social de America latina-Osal*, n° 15, septembre-décembre.
- Duterme Bernard (2003), « Amérique latine: un nouveau « miracle »? », *Espaces latinos*, n° 202, avril.
- Duterme Bernard (2005), « Chiapas: quelles lunettes pour des cagoules? », *La Revue nouvelle*, n° 4, avril.
- Holloway John (2002), *Change the World without taking Power*, Londres, Pluto Press.
- Houtart François (2003), *La convergencia de movimientos sociales: un ensayo de analisis*, La Habana, inédit.
- Lander Edgardo (2004), *Le Venezuela à la recherche d'un projet contre-hégémonique*, www.clacso.org et www.risal.collectifs.net.
- Lemoine Maurice (2005), *Chávez Presidente!*, Paris, Flammarion (roman).
- Ouviña Hernán (2004), « Zapatistas, piqueteros y sin tierra – Nuevas radicalidades políticas en America latina », *Cuadernos del Sur*, n° 37.
- Pnud (2004), *La democracia en America latina*, New York, Buenos Aires, Pnud.
- Rauber Isabel (2004), *Quehaceres políticos del tiempo actual – Propuestas concretas, proyecto alternativo y organización política*.
- Ruano Mauricio (2004), *Crise des transitions démocratiques en Amérique latine*, thèse de doctorat, Montréal, UQAM.
- Sader Emir (2004), « Reflexões sobre a luta antineoliberal », *Revista del Observatorio social de America latina – Osal*, n° 15, septembre-décembre.
- Saint-Upéry Marc (2004), « La mistificación de "lo social" », *Barataria*, n° 1, octobre-décembre.
- Stefanoni Pablo (2004), « Reponer una agenda de cambio », *Barataria*, n° 1, octobre-décembre.
- Stolowicz Beatriz (2001), « Democracia governable: instrumentalismo conservador », *Sujetos políticos alternativos en el actual capitalismo*, Bogota, Université nationale de Colombie.
- Svampa Maristella et Pereyra Sebastian (2004), *Entre la ruta y el barrio – La experiencia de las organizaciones piqueteras*, Buenos Aires, Biblos, 2^e édition.
- Zibechi Raúl (2004), *La gauche uruguayenne: de l'hégémonie culturelle à l'hégémonie politique*, www.alainet.org et www.risal.collectifs.net.